

**Demande de permis d’urbanisme dispensée du concours d’un architecte autre que les demandes visées aux annexes 5 à 8**

|  |
| --- |
| **Cadre réservé à la commune ou au fonctionnaire délégué**  Demandeur  …………………………………………………………………………………………….  Objet de la demande  ……………………………….…………………………………………………………..  Référence dossier  ……………………………………………………….…………………………………… |

**Cadre 1 - Demandeur**

**Personne physique**

Nom : …………………………………………….………….Prénom :……………………………

N° national *(si possible pour envoi vers URBAIN liste 220)*: ……………………………… ………………………………………

Adresse

Rue :……………………………………………n° ……... boîte ……………

Code postal :……….. Commune : …………………………………………… Pays : ……………………………………

Téléphone *(facultatif pour contact éventuel)* : Fax :

Courriel *(nécessaire pour contact éventuel)* :…………………………………………………………………………..

**Personne morale**

Dénomination ou raison sociale : …………………………………….…

Forme juridique :…………………………………………………………………

Adresse

Rue : ……………………………………………n° ….. boîte……………

Code postal :……….. Commune :…………………………………………Pays :…………………………………….

Téléphone :………………………………Fax :………………………………...

Courriel :…………………………………………………………………………..

Personne de contact

Nom : …………………………………….Prénom :……………………………

Qualité :……………………………………………………………………………

Téléphone :………………………………Fax :………………………………...

Courriel :…………………………………………………………………………..

**Auteur de projet**

Nom : …………………………………….Prénom :……………………………

Dénomination ou raison sociale d’une personne morale :………………………………………………..

Forme juridique :………………………………………………………………….

Qualité :……………………………………………………………………………

Adresse 

Rue :……………………………………………n° …..boîte……………

Code postal :……….. Commune :…………………………………………Pays :………………………………………..

Téléphone :………………………………Fax :………………………………...

Courriel :…………………………………………………………………………..

**Cadre 2 – Objet de la demande**

Description succincte du projet :

Présenter les actes et travaux projetés et, en cas de démolition, l'affectation de la parcelle après exécution de ces actes et travaux

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………… Titre de la demande :

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

Description succincte :

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………Actes et travaux repris dans l’article R.IV.1-1 ? si oui indiquez la(les) rubrique(s) ……………………………..

Si la mise en œuvre du projet est souhaitée par phases, la description de ce phasage :

………………..………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

**Cadre 3 - Coordonnées d’implantation du projet**

Adresse : rue / chemin / … : . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .. . . n° . . . bte . . .

Commune : 1457 WALHAIN

Liste des parcelles cadastrales concernées par la demande

Si le projet concerne plus de cinq parcelles, joindre une vue en plan reprenant l’ensemble des parcelles

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Commune | Division | Section | N° et exposant | Propriétaire |
| Parcelle 1 |  |  |  |  |  |
| Parcelle 2 |  |  |  |  |  |
| Parcelle 3 |  |  |  |  |  |
| Parcelle 4 |  |  |  |  |  |
| Parcelle 5 |  |  |  |  |  |

Existence de servitudes et autres droits :

Non

Oui  *(expliquer précisément les servitudes, …)* : ……………………

**Cadre 4 - Antécédents de la demande**

* Certificat d’urbanisme n°1 délivré le . .. . . . . . . . . . . à . . . . . . . . . . . . . (référence ……)
* Certificat d’urbanisme n° 2 délivré le . . . . . . .. . . . . . . à . . . .. . . . . . . . . . . (référence ………)
* Certificat de patrimoine délivré le  . . . . . . . . . . . . . . . . à . . . . . . . . . . . . . . . . .
* Autres permis relatifs au bien  (urbanisme, urbanisation, environnement, unique, implantation commerciale, intégré, …) (références des autorisations reçues pour le bien + date de délivrance + description :

……………………………………………………………………………………………………………………..….

……………………………………………………………………………………………………………………..…. ……………………………………………………………………………………………………………………..….

**Cadre 5 - Situation juridique du bien**

**Liste des documents du CoDT qui s’appliquent au bien et précision du zonage**

*(ou extrait zoomé de la carte appropriée et en version couleurs, à placer ici dans le corps du document)*

***(Ce qui n’est pas barré se doit d’être barré ou non en fonction du dossier par le demandeur)***

* Schéma de développement territorial si application de l’article D.II.16 du CoDT
* Plan de secteur : plan de secteur Wavre-Jodoigne-Perwez A.R. 28/03/1979   
  zonage(s) : zone d'habitat à caractère rural / zone agricole / . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .
* Carte d’affectation des sols : *(aucune à ce jour en Wallonie)*
* Schéma de développement pluricommunal : *(Inexistant pour Walhain).*
* Schéma de développement communal : SDC adopté Conseil communal 23/01/2012 zonage(s) (sur carte n°18 <https://www.walhain.be/ma-commune/administration-communale/urbanisme/nos-outils-en-matiere-durbanisme> ) : Zone d’habitat résidentiel en milieu rural / zone d'habitat de centre de village ou de hameau / zone agricole / . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .
* Schéma d’orientation local : PCA W-01 de Perbais (25124 PCA 0006-01)   
  zonage(s) : . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .
* ~~Guide communal d’urbanisme : Règlement communal 25/6/1981~~  *(abrogé)*
* Guide régional d’urbanisme : ~~RGBZP~~  / ~~RGBSR~~ / ~~Acoustique~~ / PMR / Enseignes

Si le projet est soumis aux normes relatives à la qualité acoustique des constructions, dont celles situées dans les zones B, C et D des plans de développement à long terme des aéroports régionaux, joindre le formulaire Dn.

* Permis d’urbanisation : . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . zonage(s) sur le lot : . . . . . . . . . . . . . . . . . . Lot n° . . .
* Bien **comportant** un arbre – arbuste  - une haie remarquable **suivant liste ET article R.IV.4-7/8** : . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .
* Bien soumis à la taxation des bénéfices résultant de la planification
* Site à réaménager, site de réhabilitation paysagère et environnementale, périmètre de remembrement urbain, de rénovation urbaine, de revitalisation urbaine, zone d’initiative privilégiée : . . . .
* Autres caractéristiques du bien (aléa d'inondation, zone d’assainissement, proximité de cours d’eau, …) : ………..

**Pour la région de langue française, en application du Code wallon du Patrimoine**

* site - site archéologique - monument - ensemble architectural - inscrit sur la liste de sauvegarde
* site - site archéologique - monument - ensemble architectural - classé
* site - site archéologique - monument - ensemble architectural - soumis provisoirement aux effets du classement
* site - site archéologique - monument - ensemble architectural - figurant sur la liste du patrimoine immobilier exceptionnel
* zone de protection
* bien repris **pastillé** à l’inventaire régional du patrimoine
* bien relevant du petit patrimoine populaire qui bénéficie ou a bénéficié de l’intervention financière de la Région
* bien repris à l’inventaire communal
* bien visé à la carte archéologique pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification de la structure portante d’un bâtiment antérieur au XXe siècle
* bien visé à la carte archéologique, pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification du sol ou du sous-sol du bien
* bien visé par un projet dont la superficie de construction et d’aménagement des abords est égale ou supérieure à un hectare

*De nombreuses données demandées ci-dessus existent en tout ou partiellement sur les couches disponibles sur le geoportail wallon, ainsi que dans la réponse de renseignements fournis au notaire récents, ou au sein de l’acte d’achat du bien, dans un permis précédent récent, …*

**Cadre 6 – Liste et motivation des dérogations et écarts**

Lorsque la demande implique une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d’urbanisme, ou un écart à un schéma, à une carte d’affectation des sols, aux indications d’un guide d’urbanisme, ou au permis d’urbanisation, la justification du respect des conditions fixées par les articles D.IV.5 à D.IV.13. du CoDT

Liste de(s) **écart**(s) (pour chaque) :

Objectif précis impacté du SDC / SOL / PURB / Guide : . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

Ecart précisé : . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

Motivations suivants les thématiques du Codt repris en D.IV.5 :

1° ne pas compromettre l’objectif de développement territorial, d’aménagement du territoire ou d’urbanisme contenu dans l’outil : . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

2° contribue à la protection, à la gestion ou à l’aménagement des paysages bâtis ou non bâtis : . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

Liste de(s) **dérogation**(s) (pour chaque) :

Outil précis impacté (PS/GRU) : . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

Dérogation précisée : . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

Motivations suivants les thématiques du Codt repris en D.IV.13 :

1° dérogation justifiée compte tenu des spécificités du projet au regard du lieu précis d’implantation :. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

2° ne pas compromettre la mise en œuvre cohérente de l’outil dans le reste de son champ d’application : . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

3° le projet contribue à la protection, à la gestion ou à l’aménagement des paysages bâtis ou non bâtis : . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . …

**Cadre 7 - Code de l’Environnement**

La demande comporte (joindre en annexe):

O Une notice d’évaluation des incidences sur l’environnement

O Une étude d’incidences sur l’environnement

**Cadre 8 –**  **Décret relatif à la gestion des sols**

Vérifier les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens du décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion des sols (**voir site BDES)**

Joindre en annexe le formulaire, dûment complété et accompagné des documents requis, tel que visé en annexe 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

**Cadre 9 - Décret relatif à la voirie communale : création, modification ou suppression de voirie(s) communale(s)**

* Non
* Oui : description succincte des travaux………………………………………………

Joindre en annexe le contenu prévu par l’article 11 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ou l’autorisation définitive en la matière.

**Cadre 10 – Décret relatif à la performance énergétique des bâtiments**

La demande comporte (joindre en annexe): formulaire complet / simplifié / exonération

Le ou les documents requis en vertu du décret PEB et de ses arrêtés (à imprimer en recto-verso en petits formats).

**Cadre 11 – Formulaire statistique**

Respecter la législation fédérale en matière de formulaire statistique (formulaire type I ou II)

**Cadre 12 – Réunion de projet**

La demande comporte (joindre en annexe) :

* Le procès-verbal non décisionnel de la réunion lorsqu’une réunion de projet a été réalisée
* La preuve de la demande d’une réunion de projet obligatoire en vertu du CoDT, si cette réunion de projet a été sollicitée et qu’elle ne s’est pas tenue dans les 20 jours de la demande

**Cadre 13 - Annexes à fournir**

**La liste des documents à déposer en quatre exemplaires**  **est la suivante** :

un plan de situation représentant le projet dans un rayon de 200 mètres du projet et qui figure :

l'orientation ;

les voies de desserte avec indication de leur statut juridique et de leur dénomination ;

l'implantation, la nature ou l'affectation des constructions existantes dans un rayon de 50 mètres du projet ;

l'indication numérotée des prises de vues du reportage photographique ;

un reportage photographique en couleurs qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet et qui contient au minimum :

deux prises de vues, l'une à front de voirie, montrant la parcelle et les immeubles la jouxtant, l'autre montrant la ou les parcelles en vis-à-vis de l'autre côté de la voirie ;

au moins trois prises de vues afin de visualiser les limites du bien concerné et les constructions voisines ;

lorsque le projet implique l'application des articles D.IV.5 à D.IV.13 du CoDT ou lorsque le projet est situé dans un périmètre d'intérêt paysager, au moins trois prises de vue différentes éloignées qui permettent de visualiser le contexte paysager d'ensemble dans lequel s'insère le projet, avec indication sur la photographie du lieu d'implantation du projet ;

l'occupation de la parcelle, représentée sur un plan, qui figure :

les limites de la parcelle concernée ;

le cas échéant, l'implantation des constructions existantes sur la parcelle, à maintenir ou à démolir ;

le cas échéant, l'implantation des constructions projetées, l'indication des matériaux de parement des élévations et de couverture des toitures ;

les servitudes du fait de l'homme sur le terrain ;

l'aménagement maintenu ou projeté du sol de la parcelle concernée, en ce compris les zones de recul, les clôtures de celle-ci, les aires de stationnement pour les véhicules, l'emplacement, la végétation existante qui comprend les arbres à haute tige, les haies à maintenir ou à abattre, ainsi que les arbres remarquables, les plantations ;

le cas échéant, les mesures éventuelles à prendre pour assurer le bon écoulement des eaux superficielles;

le cas échéant, les mesures éventuelles à prendre pour assurer l'épuration des eaux usées ;

en cas de transformation d’une construction existante, de création d’un ou plusieurs logements, de la construction d’une véranda, d’un volume secondaire ou d’une annexe, la visualisation du projet reprenant les constructions à transformer, à démolir ou à construire, dressée à l'échelle de 1/100e ou 1/50e, qui figure :

la vue en plan de chaque niveau ainsi que l'affectation actuelle et future des locaux ;

les élévations,

les matériaux de parement des élévations et de couverture des toitures, existants et futurs, ainsi que leurs tonalités ;

les coupes transversales et longitudinales cotées qui comportent le niveau d'implantation du rez-de-chaussée, les niveaux du relief du sol existant et projeté et le profil des constructions contiguës ainsi que la composition exacte des parois et de la toiture, l'indication des conduits de fumée et de ventilation ;

le cas échéant, les calculs justifiant du respect du critère de salubrité visé à l'article 3. 5° du Code wallon du logement et de l'habitat durable et portant sur l'éclairage naturel ;

en cas de placement d’enseignes ou de dispositif de publicité, d’une ou plusieurs installations fixes ou mobiles ou du placement d’un ou plusieurs modules de production d’électricité ou de chaleur :

la vue en plan de l’installation ou du module ;

la vue en élévation de l’installation ou du module ;

l’indication des matériaux et leur tonalité ;

pour les enseignes et les dispositifs de publicité, l’indication du lettrage utilisé et, le cas échéant, de l’éclairage ;

en cas de démolition d’une construction ou d’une installation :

la vue en plan de la construction ou de l’installation concernées ;

au moins trois prises de vue significatives de la construction ou de l’installation concernées ;

**Les plans sont numérotés et pliés au format standard de 21 sur 29,7centimètres.**

*Et si possible, les documents seront transmis aussi sous format .pdf sur urbanisme@walhain.be*

**Cadre 13 - Signatures**

Je m'engage à solliciter les autorisations ou permis imposés, le cas échéant, par d'autres lois, décrets ou règlements.

**Signature du demandeur ou du mandataire + date**

**…………………………………………………………………….**

***Extrait du Code du Développement Territorial***

**Art. D.IV.33**

Dans les vingt jours de la réception de l’envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d’urbanisme n° 2 :

1° si la demande est complète, le collège communal ou la personne qu’il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué envoie un accusé de réception au demandeur. Il en envoie une copie à son auteur de projet;

2° si la demande est incomplète, le collège communal ou la personne qu’il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué adresse au demandeur, par envoi, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Il en envoie une copie à son auteur de projet. Le demandeur dispose d’un délai de 180 jours pour compléter la demande; à défaut, la demande est déclarée irrecevable. Toute demande qualifiée d’incomplète à deux reprises est déclarée irrecevable.

**Lorsque le collège communal ou la personne qu’il délègue à cette fin n’a pas envoyé au demandeur l’accusé de réception visé à l’alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l’alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie si le demandeur adresse au fonctionnaire délégué une copie du dossier de demande qu’il a initialement adressé au collège communal, ainsi que la preuve de l’envoi ou du récépissé visé à l’article D.IV.32. Le demandeur en avertit simultanément le collège communal.** **À défaut d’envoi de son dossier au fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de l’envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d’urbanisme n° 2 visés à l’article D.IV.32, la demande est irrecevable. Lorsque, dans le même délai de trente jours, le collège communal n’a pas informé par envoi le fonctionnaire délégué du délai dans lequel la décision du collège communal est envoyée, le fonctionnaire délégué détermine lui-même ce délai sur base du dossier et des consultations obligatoires. Ce délai s’impose au collège communal, qui en est averti par envoi.**

Lorsque le fonctionnaire délégué n’a pas envoyé au demandeur l’accusé de réception visé à l’alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l’alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie.

**Art. R.IV.26-1**

(…)

**Lorsque la demande de permis couvre des objets distincts qui nécessitent des formulaires différents, ceux-ci sont annexés au dossier et forment une seule demande de permis.**

**Art. R.IV.26-3**

Moyennant accord préalable de l’autorité compétente ou de la personne qu’elle délègue en vertu de l’article D.IV.33 ou du fonctionnaire délégué lorsqu’il est l’autorité chargée de l’instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16, le demandeur peut produire les plans à une autre échelle que celles arrêtées.

À titre exceptionnel, l’autorité compétente ou la personne qu’elle délègue en vertu de l’article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu’il est l’autorité chargée de l’instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut solliciter la production de documents complémentaires si ceux-ci sont indispensables à la compréhension du projet. Ces documents complémentaires sont mentionnés dans le relevé des pièces manquantes visé à l’article D.IV.33, alinéa 1er, 2°.

Le nombre d’exemplaires à fournir est fixé dans les annexes 4 à 11 visées à l’article R.IV.26-1.

Les communes peuvent adapter les annexes 4 à 11 dans le cadre de l’application de la réglementation relative à la protection des données personnelles qui les concerne et pour cette seule fin, et ajouter au formulaire adapté le nom de la commune et son logo.

Lorsque l’autorité compétente ou la personne qu’elle délègue en vertu de l’article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu’il est l’autorité chargée de l’instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 sollicite des exemplaires supplémentaires auprès du demandeur, elle le mentionne dans le relevé des pièces manquantes visé à l’article D.IV.33, alinéa 1er, 2°. Le nombre de ces exemplaires complémentaires ne peut dépasser celui des avis à solliciter.

L’autorité compétente ou la personne qu’elle délègue en vertu de l’article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu’il est l’autorité chargée de l’instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut inviter le demandeur à communiquer l’exemplaire supplémentaire sur support informatique en précisant le format du fichier y relatif.

***Protection des données***

L’exigence de fourniture de données à caractère personnel a un caractère réglementaire.

Conformément à la réglementation en matière de protection des données et au Code du développement territorial (CoDT), les informations personnelles communiquées ne seront utilisées par la Direction générale opérationnelle de l’Aménagement du territoire, du Logement, du Patrimoine et de l’Energie du Service public de Wallonie, si la demande est introduite auprès d’un fonctionnaire délégué, ou par la commune, si la demande est introduite auprès d’une commune, qu’en vue d’assurer le suivi de votre dossier.

Ces données ne seront communiquées qu’aux autorités, instances, commissions et services prévus dans le CoDT, et particulièrement son livre IV. Le SPW ou la commune peut également communiquer vos données personnelles à des tiers si la loi l’y oblige ou si le SPW ou la commune estime de bonne foi qu’une telle divulgation est raisonnablement nécessaire pour se conformer à une procédure légale, pour les besoins d’une procédure judiciaire.

Ces données ne seront ni vendues ni utilisées à des fins de marketing.

Elles seront conservées aussi longtemps que le permis ou le certificat d’urbanisme est valide. Pour les permis ou certificats d’urbanisme périmés, les données électroniques seront conservées sous une forme minimisée permettant au SPW ou à la commune de savoir qu’un permis ou certificat d’urbanisme vous a été attribué et qu’il est périmé.

**Si la demande est introduite auprès d’un fonctionnaire délégué :**

Vous pouvez gratuitement rectifier vos données ou en limiter le traitement auprès du fonctionnaire délégué.

Sur demande via un [formulaire](http://www.wallonie.be/fr/formulaire/detail/138958) disponible sur l’ABC des démarches du Portail de la Wallonie,  vous pouvez gratuitement avoir accès à vos données ou obtenir de l’information sur un traitement qui vous concerne. Le Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie en assurera le suivi.

Monsieur Thomas Leroy  
Fonction : Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie  
E-mail : [dpo@spw.wallonie.be](mailto:dpo@spw.wallonie.be)

Pour plus d’informations sur la protection des données à caractère personnel au SPW, rendez-vous sur l’[ABC des démarches du Portail de la Wallonie](http://www.wallonie.be/demarches/tout/protection-des-donnees-personnelles).

**Si la demande est introduite auprès d’une commune :**

Vous pouvez gratuitement rectifier vos données ou en limiter le traitement auprès  de la commune.

Vous pouvez gratuitement avoir accès à vos données ou obtenir de l’information sur un traitement qui vous concerne en contactant le responsable du traitement, le Délégué à la protection des données  (ou Data Protection Officer- DPO) via courriel à l’adresse suivante :  [biyela.matondo@walhain.be](mailto:biyela.matondo@walhain.be) ou  à l’adresse postale suivante : Mme Biyela MATONDO Place communale 1 à 1457 Walhain.

Enfin, si dans le mois de votre demande, vous n’avez aucune réaction du SPW lorsque la demande est introduite auprès du fonctionnaire délégué,  ou de la commune lorsque la demande est introduite auprès de la commune,   vous pouvez introduire une réclamation sur le site internet de l’ Autorité de protection des données (APD) : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/> ou contacter l’Autorité de protection des données pour introduire une réclamation à l’adresse suivante : 35, Rue de la Presse à 1000 Bruxelles ou via l’adresse courriel : [contact@apd-gba.be](mailto:contact@apd-gba.be)

-------------------------------------------------------------------------------------